

# Déclaration de la FSU au CTSD de Gironde du mardi 03 novembre 2020.



Le vendredi 16 octobre 2020, un de nos collègues Samuel Paty a été sauvagement assassiné pour avoir exercé son métier d'enseignant.

Notre profession est meurtrie, la France est bouleversée.

Heureusement qu'il n'existe pas de ministère du mensonge et de la honte car nous y aurions un candidat naturel.

Comment qualifier le sacrifice de l'hommage national à notre collègue Samuel Paty ?

Comment comprendre la décision autoritaire de Blanquer, annoncée comme toujours dans les médias, de supprimer nos deux petites heures de recueillement, d'échanges et de préparation indispensables pour honorer dignement la mémoire et l'engagement de notre collègue ?

Celui qui après avoir eu les honneurs des ors de la Sorbonne, ne voyait la valeur de sa vie réduite qu'à une minute de silence !

Comment parler d'autonomie des établissements quand l'institution nous refuse, à la dernière minute, un temps pourtant promis et intime l'ordre aux chefs d'établissement d'empêcher tout recueillement collectif et toute préparation préalable à cet hommage qui devait être national ?

Hier, des collègues ont dû se mettre en grève pour honorer dignement l'un des leurs massacrés !

Comment aussi se targuer de défendre la liberté d'expression mais censurer la lettre de Jean Jaurès qui a été lue nationalement ?

Blanquer n'a pas dû supporter la critique négative des programmes viciés et des évaluations incessantes imposées aux enseignants qui s'y trouvait.

Que penser du sacrifice de la réalité à l'apparence par rapport aux éléments de langage et à l'omniprésence médiatique de notre ministre ?

Laissons le mépris aux méprisables !

Ce matin, comme hier matin avec nos élèves et comme demain dans nos classes, c'est à lui que nous pensons d'abord afin d'honorer sa mémoire et de défendre l'école républicaine, laïque et émancipatrice pour laquelle il a perdu la vie.

Les témoignages qui affluent depuis sa mort abominable interpellent l'institution quant à la solitude de notre métier, la solitude face à notre hiérarchie managériale, la solitude face à un ministre borné et autoritaire.

L'an dernier, à la même période, nous vous faisons part de notre émotion et de notre colère face au suicide de notre collègue Christine Renon.

Ce drame avait fortement choqué notre profession, mettant pour quelques temps la question des conditions de travail au premier plan des préoccupations ministérielles...du moins dans le discours. Car dans les faits, rien n'a changé.

Alors que l'on nous vante la « culture d'établissement », l'institution fait rarement corps avec ses agents, fonctionnaires dévoués au service public national de l'Éducation.

La protection des personnels de l'Éducation nationale doit être instantanée et inconditionnelle notamment contre des élèves violents et des parents intrusifs. Les lois de 1983 et de 2002 le permettent, que notre institution les applique.

On peut déplorer que le suivi des établissements en Gironde soit dorénavant réduit à un point du jour annuel en CDEN. Les collègues ont besoin d'être respecté·e·s, reçu·e·s et entendu·e·s. On sait désormais qu'il peut en aller de leur vie.

Cette protection, c'est aussi celle de notre santé.

Comment peut-on encore accepter que notre ministère n'ait pas une médecine du travail digne de ce nom ?

La crise sanitaire, dans toutes ses phases, a mis en avant l'incapacité du ministère à considérer les enseignants.

Ne revenons pas sur toutes les phases du fiasco de cette gestion, qu'il s'agisse des écoles ouvertes qui ferment, du "tout est prêt" où rien ne marche, du protocole tellement chargé qu'inapplicable dans la plupart des écoles, puis qui invente cette formule extraordinaire: "lorsque cela est possible".

Et quand ce n'est pas possible? Et bien tant pis : Tout le monde a bien compris que l'important est ailleurs, accueillir les enfants pour que les parents travaillent.

Entendons-nous bien, personne ne nie l'importance de l'école pour les élèves, et faire ce procès d'intention aux organisations syndicales comme l'a fait le ministre est méprisable, et surtout Monsieur Blanquer n'a pas le monopole des préoccupations sociales.

Car quelles sont ces préoccupations quand on ne crée aucun RASED alors que, plus que jamais, les élèves les plus fragiles ont besoin d'un accompagnement renforcé. ?

Quand le recrutement est en berne?

Quand des AESH payées au lance pierre sont traité·e·s comme des moins que rien?

Où sont les créations de postes qui devraient permettre de réduire massivement les effectifs, augmenter le temps de formation des enseignants, redonner de la latitude aux équipes pour élaborer la réponse aux défis que doit relever l'école?

Quid du rejet massif des dossiers de pré-orientation SEGPA, alors même qu'un enseignement adapté et des effectifs réduits seraient bénéfiques à la plupart de ces élèves, comme le proposent les enseignants du primaire.

Aucune création d'ULIS dans le premier degré, quatre seulement dans le second, quand depuis plusieurs années le nombre d'élèves affectés dans ces dispositifs explose.

Les derniers jours, avec les masques et la mise en œuvre du nouveau protocole, achèvent de jeter le discrédit sur notre ministère : injonctions contradictoires, revirements ridicules, masques inadaptés à notre pratique professionnelle, masques imposés aux plus jeunes comme si de rien n'était, sans préparation, sans formation, sans rien...débrouillez-vous!

Pour que l'économie française reparte, les écoles ont dû rouvrir et ce à n'importe quel prix. Espérons que les masques de la marque DIM n'auront pas coûté trop cher et qu'ils ne grèveront pas la santé de tous les collègues qui les ont portés pour exercer leur métier ?

Les collègues ont été mis en danger et le sont aussi par le non-respect du protocole pourtant bien allégé.

C'est désormais pire avec le protocole "renforcé" dans un contexte épidémique dramatique.

Le principe de distanciation physique d'au moins un mètre est rappelé « *lorsqu'elle est matériellement possible* » (page 3). Ce n'est donc pas un absolu à respecter. Il ne peut pas l'être avec des classes bondées.

« *L'aération des locaux est la plus fréquente possible et dure au moins quinze minutes à chaque fois* », « *Cette aération doit avoir lieu au minimum toutes les deux heures* ». Dans de nombreux établissements certaines fenêtres ne peuvent pas s'ouvrir. Pour les autres, malgré le réchauffement climatique, il commence à faire froid.

Il va donc falloir bien se couvrir pour aller en cours. Le gaspillage énergétique va être renforcé.

« *La limitation du brassage entre les élèves de groupes différents (classe, groupe de classes ou niveau) est requise* »... Blanquer s'est souvenu ensuite qu'il avait imposé une réforme du lycée basée sur les spécialités donc sur le brassage des classes. Il ajoute donc « *Lorsque le non*

*brassage entre classes n'est pas possible (notamment en Première, Terminale), la limitation du brassage s'applique par niveau* ». On n'avait pas encore pensé en effet à mélanger les élèves de Seconde avec les Terminale pour les mêmes cours. Si on ne pratique pas la brasse on risque de couler...

« *Cette limitation doit être pleinement opérationnelle au plus tard le 9 novembre 2020* ». L'heure est très grave mais on peut continuer à s'exposer au danger pendant une semaine encore. Ce qui prouve bien l'improvisation totale de Monsieur Nous sommes prêt.

Rien ne change pour les cantines qui sont les lieux les plus dangereux car bondés et sans masque.

Faute de personnels suffisants, en collège comme en lycée, le nettoyage et la désinfection ne sont pas faits comme le stipule le protocole. Cette grave situation sanitaire n'a fait que révéler le manque d'agents d'entretien dans les établissements ainsi que la lourdeur et la pénibilité de leur tâche au quotidien.

L'urgence est de réduire les effectifs en classe et d'alléger les programmes pas d'inventer un nouveau Brevet des collèges.

Alors que les chiffres de contamination croissent de façon exponentielle, l'école serait un havre sain sûrement à l'image du collège Aliénor d'Aquitaine ? Malgré la dizaine d'adultes positifs l'établissement n'a pas été fermé provisoirement pour une désinfection minutieuse. L'imputabilité au service de la maladie des collègues est une évidence qui doit être reconnue. Est-ce pour enfin réellement nous protéger que l'Observatoire de la sécurité dans les établissements, lanceur d'alerte trop indépendant du ministère, va être fermé ? Ne pas faire de vague malgré la deuxième qui nous submerge à nouveau.

L'assassinat de notre collègue nous renvoie enfin à notre liberté pédagogique qu'il faut autant chérir et défendre que notre liberté d'expression.

Nous sommes les experts et les concepteurs de notre métier, ni les parents, ni les collectivités territoriales, ni les partenaires de l'école n'ont à se mêler de notre pédagogie.

Un service public n'est pas une entreprise privée dévolue à des clients consuméristes.

La campagne de dénigrement répétée de notre ministre, rappelez-vous des « professeurs décrocheurs » du précédent confinement, nous discrédite, nous affaiblit en relativisant notre position au sein de l'école et de la société. Non, toutes les paroles ne se valent pas comme sur les pseudo-débats sur les réseaux sociaux. Un enseignant n'est pas à mettre sur le même plan qu'un élève ou que ses parents. Nous sommes des fonctionnaires d'État, hautement diplômés, recrutés à l'issue de concours nationaux exigeants, professionnellement consciencieux, convaincus de l'émancipation par le savoir et l'esprit critique des futurs citoyen.n.es de la Nation.

Mais cet engagement se heurte au manque criant de formation continue.

Par exemple, il n'existe qu'un seul stage au plan académique de formation sur la laïcité. Il est prévu pour 30 enseignants alors que nous sommes plus de 8 000 en Gironde.

Peut-on aussi vraiment éveiller les consciences en Éducation Morale et Civique a raison d'une heure par semaine en collège et une heure par quinzaine en lycée ?

Que penser de la réforme de la voie professionnelle qui a raboté drastiquement les heures de lettres et d'histoire-géographie ? La lettre de Jean Jaurès mise en avant pour l'hommage à notre collègue fait pourtant de la lecture et de la culture la pierre angulaire du progrès humain.

Dans l'enseignement professionnel, le ministère maintient la poursuite de la rénovation de la voie pro sans tenir compte du grand nombre de décrocheurs suite au confinement. Aucune réorganisation des enseignements pour pallier cette interruption de scolarité alors qu'il aurait été indispensable de suspendre la co-intervention et le chef d'œuvre pour se focaliser sur les apprentissages des matières générales et professionnelles. Les enseignant.e.s devront effectuer la remise à niveau de ces élèves avec des cours amputés par le temps de désinfection du

matériel à la fin de chaque séance. Ils devront également prendre en charge les élèves d'ULIS, sans masque inclusif pour les mal entendants, ainsi que les apprentis intégrant les classes à la discrétion des maîtres de stage et sans concertation avec l'équipe pédagogique.

Les ateliers en SEGPA subissent également le mépris des enseignements professionnels avec un grand nombre de fermetures. Il n'est pas envisageable de proposer à ces jeunes en grande difficulté scolaire, qui pour la plupart ne bénéficieront pas de la totalité des semaines de stage, de découvrir des formations professionnelles dans les lycées professionnels des alentours.

Quant au reste de la situation en Gironde pour ce bilan de rentrée, les effectifs sont toujours à la hausse, les classes toujours surchargées et les moyens toujours insuffisants. Nous concluons ici sur les paroles du ministre lors de l'ouverture du « Grenelle de l'Éducation » le 22 octobre 2020 :

« Il ne faut pas avoir une vision technique des métiers mais d'abord humaine, tous les enjeux techniques sont accordés à cette vision humaine »... gageons que ce sera le cas pour ce Comité Technique à vision humaine.